

**CANNES 2020**

**COMMENT LE FESTIVAL SE RÉINVENTE**

P.59

**PHILOSOPHIE**

**L'AUTRE SARTRE**

P.47

AFR. CFA 3800 F CFA, ALG. 410 DA, ALL. 5,90 €, AND. 5,50 €, BELG. 5,30 €, CAN. 8,35 \$CAN, DOM. 5,30 €, ESP. 5,50 €, GB. 4,90 €, GRÈCE 5,50 €, ITA. 5,50 €, LUX. 5,50 €, LIB. 9500 LBP, MAR. 45 DH, PAYS-BAS 5,60 €, PORT. CONT. 5,50 €, SUI. 7,20 CHF, TOM 950 XPF, TUNISIE 6,00 DT

**L'OBES**



**LE MONDE**



**D'APRÈS**



**LES RÉPONSES DE**  
*Bruno Latour,*  
*Valérie Masson-Delmotte,*  
*Thomas Piketty*  
*Katrín Jakobsdóttir,*  
*Nicolas Hulot,*  
*Isabelle Kocher,*  
*Laurent Berger,*  
*Olivier Roellinger...*

P. 16





*Pour le philosophe Bruno Latour, auteur d'un questionnaire qui a inspiré ce dossier, le confinement a montré que nos sociétés ont des capacités de changement insoupçonnées. Encore faudrait-il que les citoyens sachent ce qu'ils veulent changer...*

Propos recueillis par  
**ÉRIC AESCHIMANN**  
et **PASCAL RICHÉ**

***Nous sortons de deux mois de confinement et vous avez vous-même été atteint par le Covid. Comment vivez-vous cette épreuve ?***

J'ai eu la variante fatigante mais pas trop grave du Covid. J'ai été confiné chez moi, je lis les journaux et je suis comme tout le monde sidéré par le niveau d'incertitude, sur le plan médical (personne ne peut me dire si je suis immunisé et si mon épouse l'a eu ou pas) comme sur le plan social. On assiste à une redéfinition accélérée de la vie en société, à la fois catastrophique et passionnante. Au bout de cinq à six semaines, je crois que le confinement nous a tous rendus un peu fous...

***Est-ce qu'on en a trop fait ?***

Je ne suis pas spécialiste en la matière, mais je voudrais faire le parallèle avec le terrorisme. Après l'attaque du 11 septembre 2001, à laquelle il fallait répondre bien sûr, nos pays se sont lancés dans une guerre sans fin contre le terrorisme. Le confinement est une réaction légitime, mais il ne faudrait pas qu'il se transforme en une guerre sans fin contre les microbes. Nous devons vivre avec les virus, mais la question est : comment ? Une épidémie n'est pas une catastrophe naturelle qui nous tomberait dessus. C'est un processus composite, où il faut compter les nombres de respirateurs disponibles dans les hôpitaux, étudier les épidémies précédentes et les traces qu'elles ont laissées sur les systèmes de santé, évaluer la capacité des gens à obéir à des règles de comportement strict, etc. Il y a une très grande diversité de réponses possibles au Covid, comme on le voit en Suède, en Suisse, en Allemagne, en Corée, à Taïwan. Cela fera l'objet d'études non seulement des épidémiologues, mais aussi des sociologues, pendant quarante ans.

***Les privations de libertés que nous subissons aujourd'hui sont-elles graves ?***

Confiner des milliards de gens, oui, c'est grave ! L'Etat est légitime à l'exiger, mais c'est une situation dangereuse. Nous nous laissons guider par l'Etat. M. Macron gère les Français comme un berger et les brebis hochent la tête et bêlent. C'est une relation très classique de ➤

# BRUNO LATOUR

## "C'EST À LA SOCIÉTÉ CIVILE D'AGIR!"



**BIO EXPRESS**

Né en 1947, Bruno Latour est philosophe et sociologue. Analysant les liens entre sciences et modernité, il a publié de nombreux ouvrages, dont « Nous n'avons jamais été modernes » (1991). Son dernier livre, « Où atterrir ? », véritable manifeste sur la question climatique, est paru en 2017 et a rencontré un large écho. Il le prolonge désormais par un site interactif : [ouatterrir.fr](http://ouatterrir.fr)

➔ biopouvoir, pour reprendre le concept de Michel Foucault. Mais ce rapport, qui reste très archaïque, est difficile à vivre lorsqu'on croit aux idéaux de liberté.

**A lire les tribunes des journaux, on a l'impression que tout le monde est devenu écologiste et veut sauver la planète. L'épidémie pourrait-elle favoriser la prise de conscience de l'urgence climatique ?**

Il se pourrait que la rapidité avec laquelle nos sociétés ont accepté une mesure aussi radicale et globale que le confinement ait un rapport avec la perception des enjeux climatiques. Un déplacement psychanalytique, comme l'effet d'une ombre portée. Nous avons fait, face au Covid, ce que nous devrions faire pour le climat : suspendre, ralentir, consommer moins. Avant le Covid, on parlait du réchauffement et tout le monde connaissait les mesures à prendre pour le combattre, mais au fond, personne ne pensait vraiment que c'était faisable. Et voilà que ce qui était réputé impossible se réalise. Au fond, l'épidémie aurait pu être gérée comme une question purement médicale, comme en Suède, où elle est prise en main par les médecins, pas par les politiques. Or, en France et dans d'autres pays, on en a fait une question existentielle. Mon hypothèse – très fragile je le reconnais – est donc que cela tient peut-être à la question du climat. Et ce qui est intéressant, ce sont les capacités de changement qui se dévoilent : nous savons désormais que des modifications rapides, profondes et globales des comportements sont possibles.

**Certes, mais cette mise à l'arrêt n'a été possible qu'au prix d'un endettement colossal. Une voie difficile à imaginer dans la perspective d'un ralentissement plus pérenne.**

C'est vrai et en ce sens, l'épidémie ne facilitera pas la transition écologique. On entend déjà des voix dire que l'urgence est à la relance et que la protection de l'environnement n'est plus la priorité. Il va falloir faire avec ça aussi.

**Pour votre part, vous plaidez depuis plusieurs années pour un « atterrissage », un « retour sur terre ». Vous avez même titré votre essai de 2017 « Où atterrir ? » Qu'entendez-vous par là ? Est-ce un appel à la décroissance ?**

Surtout pas. Le mot « décroissance » apporte trop de confusion, il tue la pensée écologique, car qui a envie de décroître ? C'est pour cela que je propose « atterrir ». Je suis pour la croissance et la prospérité, mais en revenant sur terre et en préservant l'habitabilité de la planète. On juge normal que nos Etats s'occupent de notre santé, mais désormais ils doivent aussi s'occuper de tout ce qui nous permet d'exister depuis 4 milliards d'années sur cette planète : la diversité du vivant, les équilibres climatiques, les systèmes hydriques, etc. Piloter la santé, c'est la biopolitique telle qu'elle existe depuis le XVIII<sup>e</sup> et que Foucault a si bien analysée. Il faut imaginer une deuxième biopolitique, qui porterait sur l'habitabilité de la planète. C'est elle qu'il faut construire maintenant.



**Est-ce à l'Etat de le faire ? En ce moment, à droite comme à gauche, on parle de redonner une place centrale à l'Etat pour relocaliser les industries ou pour investir dans l'hôpital...**

Ce dont vous parlez, là, c'est la réhabilitation de l'Etat du passé, le retour aux années de Gaulle, dont tout le monde a la nostalgie. Mais cela ne prépare en rien la transition écologique car, pour qu'un Etat agisse, il faut que les citoyens soient derrière. Dans l'Histoire, on n'a jamais vu un Etat s'emparer de problèmes et mettre en place des solutions qui n'ont pas été portées d'abord par la société civile. L'Etat n'a engagé de politique sociale que lorsque d'innombrables syndicats, activistes et intellectuels au XIX<sup>e</sup> ont inventé la question sociale. Pour devenir écologique, l'Etat doit sentir que la société civile le veut. Mes amis des ministères de l'Environnement ou de la Santé me disent combien leurs administrations sont sous-équipées et manquent de personnel. Ce n'est pas de l'Etat, pour le moment, qu'il faut attendre le mouvement, c'est à la société civile d'agir.

**Mobiliser la société civile, c'est l'objectif du questionnaire que vous avez lancé au début de l'épidémie dans une tribune pour le site AOC et**



**“LE MOT ‘DÉCROISSANCE’ APPORTE TROP DE CONFUSION, IL TUE LA PENSÉE ÉCOLOGIQUE.”**

BRUNO LATOUR



▲ Une marche du mouvement Fridays for Future en faveur du climat le 21 février, à Hambourg.

### **dont nous nous sommes inspirés pour monter ce dossier. Pourquoi cette initiative ?**

Le sens de mon questionnaire consiste à dire que pour faire de la politique, il faut définir ce à quoi l'on tient. Chaque individu doit connaître ses intérêts, dire où il est, savoir de quoi il dépend – pour son alimentation, sa santé, ses déplacements, son travail. Lorsqu'on demande aux gens leurs seules « opinions », on obtient des réponses trop abstraites, qui s'inscrivent dans un rapport passé à l'Etat. Le questionnaire vise à ce que chacun se demande ce qu'il souhaite garder et ce qu'il veut changer, en partant de sa propre vie. Et aussi – c'est très important – se demande comment faire. Commence alors un travail d'enquête que chacun doit mener, avec sa famille, ses

proches, ses voisins. Prenons un exemple : à propos des activités à arrêter, on peut supposer qu'une réponse fréquente sera qu'il faut limiter le tourisme dit « de masse ». D'accord, mais que va-t-on faire avec tous les salariés de ce secteur ? C'est par ce processus que ceux qui partagent le même objectif pourront peu à peu se réunir et agir ensemble. Tout comme la classe ouvrière du XIX<sup>e</sup> a porté les grandes revendications sociales, je crois qu'il faut apprendre à constituer des classes « géosociales », capables de porter les revendications écologiques.

#### **Qu'appellez-vous des « classes géosociales » ?**

C'est le fait de partager un même intérêt dans les conflits actuels, qui portent non seulement sur les inégalités dans la production mais aussi sur les usages que l'on veut faire de la planète. Aujourd'hui, il y a des opinions écologistes, il y a des partis « verts », mais il n'y a pas la conscience d'appartenir à une même classe géosociale. Au XIX<sup>e</sup>, c'est l'énorme travail de description des effets du capitalisme, réalisé par les militants socialistes, qui a permis de poser la question sociale et d'ouvrir la voie aux premiers gouvernements de gauche. Les écologistes, hélas, pensent pouvoir faire l'économie de cette étape. Ils estiment que la nature est tellement menacée que tout le monde va être spontanément d'accord pour agir. Eh bien non.

#### **Vous avez des contacts réguliers avec Yannick Jadot : vous lui en avez parlé ?**

Oui, mais il me répond que je coupe les cheveux en quatre. Il pense qu'il suffit d'expliquer les problèmes globaux, de « faire plus de pédagogie » et l'on va convaincre les gens. La politique comme pédagogie, c'est ce que le PS a essayé pendant quarante ans, et

on voit le résultat. Pour moi, ce n'est pas de la politique. Plus tard, oui, les partis parviendront à synthétiser les intérêts, maintenant non, c'est trop tôt.

#### **Mais alors, concrètement, comment fait-on une politique écologique ?**

En écologie, chaque sujet est un sujet de controverse. Prenez les éoliennes : combien de gens sont-ils d'accord ? Il y a plein de disputes. Et c'est normal, car ce sont des sujets qui ne faisaient pas partie de l'inventaire de questions politiques. On cherche des réponses globales, mais pour sortir de cette impasse, il faut partir de chaque individu, de chaque situation. Le Covid a au moins l'avantage de montrer que les grandes transformations sont fondées sur des transmissions d'individu à individu. Cela est vrai d'une épidémie comme de la transition écologique. Nous pouvons le voir dans les premières réponses au questionnaire. Les gens jouent le jeu, commencent par faire des descriptions personnelles, ils sont presque gênés d'être si terre à terre, mais peu à peu leurs réponses construisent des mondes qui ne sont pas du tout individualistes. Si aujourd'hui je constate que j'ai eu le Covid, cela me conduit à penser les relations avec la Chine. La plus simple des dépendances – la santé – bouleverse la notion d'individu : on part de son cas personnel et on arrive à une échelle « gaïesque ».

#### **Une fois ces constats établis, comment passe-t-on à l'action collective ? Par les partis ? Autrement ?**

Ma foi, comme le virus, de proche en proche, par contamination, mobilisation, comme cela a toujours été le cas dans tous les mouvements politiques connus. C'est quand même incroyable, on a des dizaines d'applications pour les rencontres coquines ou les achats groupés de produits bio, et l'on ne serait pas capable de se connecter « latéralement » ? Cela permettrait de lier les citoyens qui convergent sur les mêmes controverses, au lieu de s'adresser verticalement à cet être fantomatique, l'Etat, dont on attend tout et qui ne peut pas grand-chose sur ces sujets. Est-ce que le virus ne nous a pas montré la puissance de l'action « virale » ? Est-ce qu'il n'a pas redistribué les rapports de taille entre ce qui est personnel, individuel, collectif ?

#### **Greta Thunberg, elle fait de la politique au sens où vous l'entendez ? Contribue-t-elle à créer des classes géosociales ?**

Je pense qu'elle a un rôle prophétique. En politique, on a besoin de tous : des prophètes, des économistes, des élus, des activistes. Mais on ne peut pas se passer d'une société civile en train d'explorer ce que pourrait être le bien commun. ■

## EXCLUSIF



Retrouvez samedi 16 mai, sur notre site, une masterclass inédite de Bruno Latour en vidéo. Lisez également la version intégrale de son questionnaire.

QU'EST-CE QU'ON



LE MONDE  
D'APRÈS



QU'EST-CE QU'ON



*Pour imaginer le “monde d’après”, le philosophe Bruno Latour a conçu un questionnaire en trois points. Nous l’avons soumis à des économistes, scientifiques ou politiques, de Thomas Piketty à Nicolas Hulot en passant par la Première ministre d’Islande*

**A**u fond, c’est Emmanuel Macron qui a ouvert le bal. Dès le 12 mars, dans son premier discours annonçant la fermeture des écoles, il lance : « *Les prochaines semaines et les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture.* » Et en avril, il ajoute : « *Sachons [...] nous réinventer. Moi le premier.* » Alors que le confinement s’achève enfin, c’est peu dire qu’il aura été entendu.

Depuis deux mois, un flot ininterrompu d’analyses, de remises en cause, d’introspections a envahi les journaux et les réseaux sociaux. On se jure de tirer les leçons, de ne plus continuer comme ça, d’inventer un autre modèle. Oui, il y a le virus à combattre, mais il y a aussi le futur à préparer.

Bien sûr, ce n’est pas si nouveau. En 2001 après les attentats du World Trade Center, en 2008 au moment de la crise des subprimes, en 2015 avec les attentats de « Charlie Hebdo », on avait déjà dit « plus jamais ça ! », avant que la frénésie du monde ne reprenne le dessus. En ira-t-il de même demain ? La différence est que le Covid ne nous a pas seulement conduits à imaginer une vie différente, il nous a contraints à en faire l’expérience. Magasins désertés, transports immobilisés, sorties et vacances impossibles... Le quotidien de tous a été bouleversé, que l’on soit « premier de corvée » ou en télétravail.

« L’An 01 », le film mythique des années 1970, symbole de « l’imagination au pouvoir », racontait le jour où, d’un coup, « on arrête tout et on réfléchit ». Eh bien, un demi-siècle plus tard, ce scénario, sous une forme certes bien plus tragique, est devenu (brièvement) la réalité.

Pour que cette libération des imaginaires ne se referme pas trop vite, des consultations, des pétitions, des manifestes ont été lancés ces dernières semaines, dans le monde associatif notamment. Pour sa part, « l’Obs » a choisi de s’associer à la démarche du philosophe Bruno Latour, qui a conçu un questionnaire en trois points : du monde d’avant, qu’est-ce qu’on jette ? Qu’est-ce qu’on garde ? Et qu’est-ce qu’on invente ? Ce questionnaire, nous l’avons soumis à des économistes, scientifiques, syndicalistes, patrons, politiques. Leurs réponses regorgent de propositions concrètes, que vous pourrez lire dans les pages qui suivent et sur notre site. Mais vous pourrez aussi remplir le questionnaire, en famille, avec vos voisins, par visioconférence ou sur le site de « l’Obs ». Car, comme le dit Bruno Latour dans l’interview qu’il nous a accordée (voir p. 25), le virus nous aura au moins appris une chose : que ce soit en bien ou en mal, si l’on veut changer les choses, « *il faut agir de proche en proche, par contamination* ». ■

QU'EST-CE QU'ON

RDRE ?



Par  
**ÉRIC AESCHIMANN**  
Illustrations  
**MATHIEU RATIER**





Par  
**SYLVAIN  
COURAGE**  
avec  
**LA RÉDACTION**

a recette du « monde d'après »? Cuisinez vingt-cinq décideurs, intellectuels et citoyens en leur soumettant le questionnaire de Bruno Latour (dans une version simplifiée par « l'Obs »!). Epluchez leurs réponses (à retrouver en intégralité sur notre site). Mélangez à feu doux et laissez reposer... Vous obtiendrez un projet de société durable et solidaire à partager d'urgence. Pourquoi maintenant? Parce que la pandémie du Covid-19 contraint le monde entier à une pause qui neutralise enfin la mondialisation néolibérale et ressuscite l'Etat protecteur et redistributeur.

L'heure est au changement de paradigme. « *Tant de politiques publiques qu'on nous disait infaisables étaient éminemment réalisables* », constate l'ancienne ministre de l'Education nationale **Najat Vallaud-Belkacem** qui voudrait rompre demain avec « *l'impuissance politique* » et « *la glotonnerie qui nous épuise* ». Chiche! Mais par quoi commencer?



### QU'EST-CE QU'ON JETTE?

« *Spéculation financière, déforestation, réseaux sociaux et médias de masse pulsionnels. Mais aussi transport aérien, construction en béton, agriculture* », telle est la liste des activités « à transformer » selon le philosophe **Bernard Stiegler**. « *Car leur économie repose systématiquement sur l'augmentation de l'entropie, c'est-à-dire sur une dispersion et une perte irréversible de l'énergie.* »

En pratique, cette nouvelle logique vient de trouver une application. « *Les lignes aériennes intérieures doivent être arrêtées, quand elles ne sont pas un gain de temps majeur sur le train. Paris-Marseille, Paris-Lyon, Lyon-Toulouse en avion, ça n'a pas de sens* », martèle **Eric Piolle**, le maire écologiste de Grenoble. Message reçu. Sous la pression des députés écolos, le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a déjà confirmé l'objectif donné à Air France de réduire de 50 % son volume d'émission de CO<sub>2</sub> sur ses vols métropolitains d'ici à la fin 2024 en contrepartie de l'aide de 7 milliards d'euros accordée par l'Etat.

## "CRÉER UNE CARTE CARBONE INDIVIDUELLE"



PAR **THOMAS  
PIKETTY\***  
*Economiste*

PROPOS RECUEILLIS PAR SOPHIE FAY



Il faut mettre à profit cet arrêt forcé pour redémarrer

autrement. En clair, changer le cadre afin de réduire durablement les activités les plus émettrices de gaz à effet de serre (transport routier et aérien sans limite, commerce à longue distance non indispensable, etc.) et développer les autres activités (santé, éducation, services de proximité, rénovation thermique, etc.). Mais attention : rien de tout cela ne sera possible si l'on ne réduit pas drastiquement les inégalités. Il faut tout faire pour protéger et améliorer les revenus des personnes les plus modestes et concentrer les efforts demandés sur celles au-delà de quatre smic.



On a besoin d'investir massivement

dans la santé, l'innovation et l'environnement. Il faut créer des emplois et augmenter les salaires dans les hôpitaux, l'éducation, la rénovation thermique. Le financement pourra se faire d'abord par la dette et la monnaie, puis par des impôts fortement progressifs sur les plus hauts revenus et patrimoines. Les écologistes qui ont soutenu la suppression de l'ISF ou envisagent de gouverner avec ceux qui l'ont supprimé doivent faire leur examen de conscience. La transition énergétique exige une révolution économique et sociale. Ce ne sera pas un dîner de gala...



Il faut miser à la fois sur les normes (fin du moteur à

essence, interdiction des vols domestiques, normes de construction, etc.) et sur le développement d'une carte carbone individuelle permettant de mesurer la consommation de chacun et d'interdire les émissions de gaz à effet de serre les plus importantes. Ce système serait plus juste que la taxe carbone, qui pèse lourdement sur les plus modestes. Ceux qui voient là une inquisition insupportable oublient que le même argument était utilisé contre l'impôt sur le revenu il y a un siècle, et que les banques observent déjà nos dépenses.

(\*) Directeur d'études à l'EHESS et professeur à l'École d'Économie de Paris, il est notamment l'auteur du « Capital au XXI<sup>e</sup> siècle » et de « Capital et Idéologie » (Seuil).

Ce n'est qu'un début. La députée européenne écologiste **Karima Delli** voudrait aussi tarir le flux du tourisme de masse qui représente, à lui seul, 8 % des émissions de CO<sub>2</sub> : « *Le "all inclusive" à l'autre bout du monde en un clin d'œil appartient au passé. Il existe aujourd'hui des milliers de destinations susceptibles d'accueillir les voyageurs en petit comité pour leur faire découvrir l'authenticité de leur environnement et de la culture locale.* »

La frénésie de consommation n'est plus tendance. Selon **Antoine Jouteau**, directeur général du site Le Bon Coin, il s'agit de freiner « *notre consommation irraisonnée, notamment dans la mode, dont la fabrication est polluante et qui a montré ses limites pendant la crise, avec un sourcing [des sources d'approvisionnement, NDLR] complètement asiatique* ».

Pour encadrer cette mutation, l'État doit jouer son rôle d'arbitre. « *Il faudrait réformer, de fond en comble, le système des subventions et couper d'urgence celles accordées aux secteurs destructeurs du climat et de la biodiversité* », tempête **Claire Nouvian**, fondatrice et présidente de l'association Bloom; elle se désole d'un « *arrêté honteux* » du 29 avril 2020 par lequel le ministère de l'Agriculture a accordé une aide supplémentaire aux pêcheurs industriels.

L'entreprise gouvernée par la seule loi du profit, voilà l'ennemie. « *Il faut en finir avec la forme juridique de la société par capitaux telle qu'elle a émergé au XVII<sup>e</sup> siècle*, estime l'économiste **Xavier Ricard**. La loi Pacte, adoptée en 2019, prévoit qu'une ➔

# "ARRÊTER LES COLLOQUES AU BOUT DU MONDE"



PAR VALÉRIE MASSON-DELMOTTE\*  
*Climatologue*

PROPOS RECUEILLIS PAR RÉMI NOYON



Il faut arrêter les déplacements pour des réunions ou des rencontres entre scientifiques. Outre le temps perdu et l'argent dépensé, ces voyages pèsent lourdement dans le bilan carbone des enseignants-chercheurs. Dans l'urgence, du fait de ce confinement, nous avons découvert toutes sortes d'outils pour mieux travailler et échanger à distance. Souvent, les réunions sont plus efficaces, plus structurées... Pour continuer sur cette lancée, il faut développer des infrastructures : la qualité du réseau internet en Afrique, par exemple, continue d'être un obstacle pour la tenue de grandes réunions scientifiques. De nouvelles compétences sont aussi nécessaires, comme la facilitation et l'animation de réunions « en visio ». Enfin, il nous faut trouver une manière de reconstituer les discussions informelles, celles que nous avons à la machine à café.

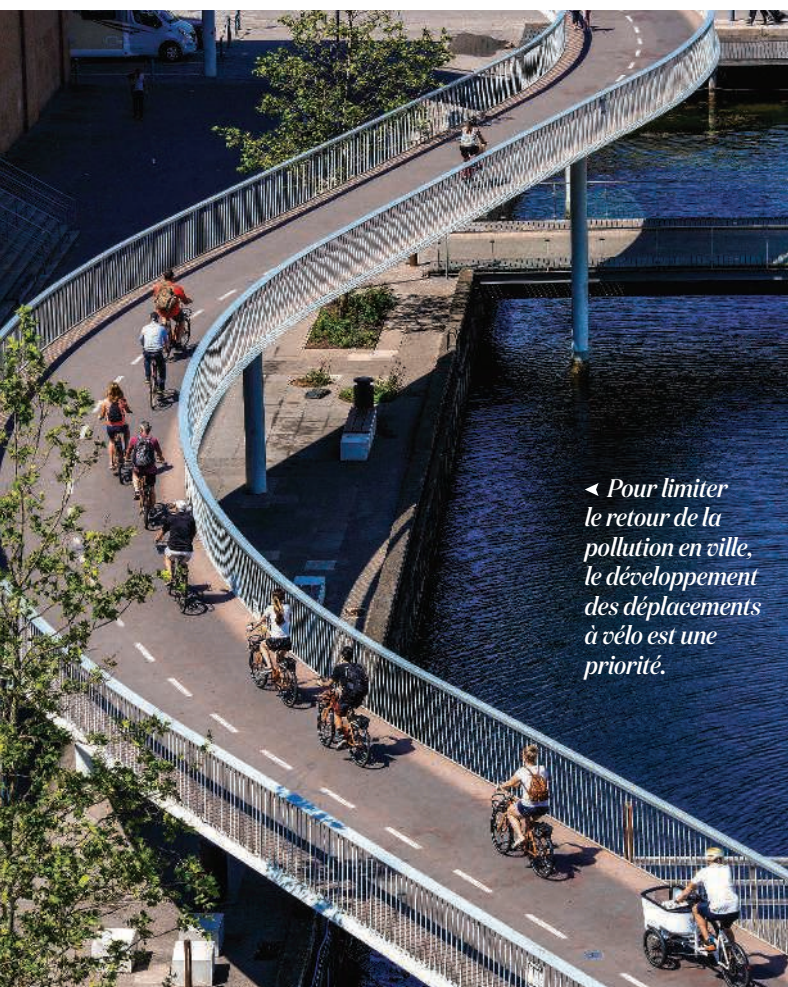


Continuons à favoriser les mobilités douces dans l'espace urbain. Les Franciliens peuvent tous apprécier la qualité de l'air en ce moment. Comment éviter le retour massif des voitures polluantes ? Il faut accélérer la transformation du parc vers des véhicules électriques ou hybrides. Développer un vrai savoir-faire français sur les batteries. Cela passe aussi par la montée en puissance rapide du vélo et, là encore, c'est une question d'infrastructure : à la gare d'Oxford, près de l'université, vous avez 5 000 emplacements pour les vélos. A celle de Massy-Palaiseau, à proximité de Paris-Saclay, il doit y en avoir 14. Voilà l'ordre de grandeur...



Développons la solidarité de voisinage. J'habite en région parisienne et jusqu'à il y a quelques semaines, nous ne faisons que nous croiser entre voisins. Avec le confinement, nous avons créé une boucle WhatsApp sur laquelle nous échangeons des astuces, des tuyaux, des conseils. Mon chauffe-eau est cassé ? Le frère de la voisine peut venir y jeter un œil. J'ai besoin d'un outil ? Plutôt que de l'acheter, je peux l'emprunter à quelqu'un qui habite mon immeuble. L'enjeu est de maintenir ce lien au-delà du confinement, quand nos vies vont reprendre leur cours normal.

(\*) Valérie Masson-Delmotte est coprésidente du Giec.



« Pour limiter le retour de la pollution en ville, le développement des déplacements à vélo est une priorité. »

# "NE PLUS PENSER SEULEMENT EN TERMES DE PIB"



PAR **KATRÍN JAKOBSDÓTTIR**  
Première ministre d'Islande

PROPOS RECUEILLIS PAR VINCENT JAUVERT



Cette crise nous a convaincus de renoncer plus vite que prévu aux hydrocarbures dans les transports en commun et de faire passer ces derniers aux énergies renouvelables. Cela fait partie du vaste plan d'investissement public que nous venons d'adopter afin de relancer l'économie. Nous avons aussi prévu d'injecter beaucoup d'argent dans les technologies vertes.



Il va falloir trouver un moyen de convaincre la communauté internationale, et particulièrement certains pays, d'aller plus vite dans la lutte contre le réchauffement climatique et ce, malgré la crise économique très sévère qui s'annonce.



Ces temps si difficiles montrent l'importance de l'économie dite du « bien-être » – une idéologie sur laquelle nous coopérons notamment avec la Nouvelle-Zélande et l'Écosse et qui, j'en suis sûre, peut nous aider à surmonter la situation plus rapidement. Il s'agit de ne plus penser seulement en termes de PIB et de croissance. Dans notre tableau de bord national, nous commençons cette année à prendre en compte des indicateurs sociaux et environnementaux : santé, éducation, chômage, égalité hommes-femmes, émissions de carbone... Nous en avons 39, inscrits dans notre budget, sur lesquels nous allons concentrer nos efforts. Nous avons décidé par exemple d'investir dans la formation des travailleurs immigrés au chômage afin qu'ils puissent créer très vite leur propre job. De même, l'un des indicateurs concerne la santé mentale, et donc une de nos actions en réaction à la pandémie a été d'augmenter notre soutien à ce secteur dans tout le pays.

►► entreprise puisse se fixer comme raison sociale un objectif d'intérêt général. Il faut que cette disposition facultative devienne obligatoire. » Il suggère d'instaurer une triple comptabilité : financière mais aussi sociale et écologique.

Sur le plan social, la crise sanitaire a mis en lumière les « invisibles » qui ont rendu des services indispensables pendant le confinement. Les soignants, bien sûr. Mais aussi les salariés ultraflexibles du nettoyage, de la distribution et du transport « ubérisés »... « Une



▲ Le confinement a été l'occasion de développer les solidarités entre voisins. Emprunter, réparer plutôt que de racheter : et si c'était l'avenir ?

partie des livreurs est attachée à notre statut d'indépendant quand d'autres revendiquent le droit à être salariés, explique **Jules Salé**, livreur à vélo. Cette crise démontre les avantages de la seconde option : chômage technique, droit de retrait, ces possibilités ne sont pas pour nous. Tu n'as pas travaillé, tu n'es pas payé. » Le « monde d'après » doit s'attaquer à cette précarité. « A l'heure de la reprise économique, pour que ces travailleurs de l'ombre, majoritairement des femmes, ne retombent pas dans l'oubli, il faudra assurer l'intégration d'un nouveau critère, celui de l'"utilité commune", dans les grilles de classification des emplois et des rémunérations de ces métiers », plaide **Anousheh Karvar**, déléguée du gouvernement auprès de l'Organisation internationale du Travail.



## QU'EST-CE QU'ON GARDE ?

A l'évidence, la crise renforce l'attachement des Français à l'Etat-providence, « un système de protection sociale hérité de l'après-guerre dont on a vite vu, avec les coups d'arrêt donnés aux réformes de l'assurance-



chômage ou des retraites, combien il était hasardeux de vouloir l'affaiblir », souligne Najat Vallaud-Belkacem.

Secteur clé, la santé est plébiscitée par nos concitoyens et doit faire l'objet d'un réinvestissement massif. « Ce doit être un choix stratégique, national et européen. On a laissé partir en Chine 80 % de la production mondiale de molécules, il faut créer un Airbus de la chimie et du médicament », plaide **Jean Rottner**, président LR de la région Grand-Est, qui milite pour qu'on crée – chez lui – une « vallée européenne de la chimie organique ».

Le confinement pourrait avoir modifié notre rapport au travail. « Le télétravail peut sortir gagnant de cette crise. Et permettre à chacun de choisir son lieu de vie à distance des grands centres urbains, pour retrouver une qualité de vie perdue », estime **Valérie Pécresse**, présidente LR de la région Ile-de-France. De nombreux Français ont apprécié un nouveau rythme de vie. « Au-delà du plaisir de retrouver du temps pour soi et ses proches, le confinement démontre que les activités productives hors de la sphère convenue du travail, les activités de bénévolat, d'entraide, d'approvisionnement de proximité, sont essentielles à la vie en société », ➔

## "PASSER DU LIBRE-ÉCHANGE AU JUSTE ÉCHANGE"



PAR NICOLAS HULOT\*  
Ancien ministre de la Transition  
écologique et solidaire

PROPOS RECUEILLIS PAR ARNAUD GONZAGUE



Il s'agit de passer d'une économie carbonée à une économie décarbonée, dans tous les secteurs, des transports à l'agriculture, de la finance à l'industrie. Il s'agit de développer les énergies renouvelables, toutes les activités liées à l'efficacité énergétique, le secteur du stockage des énergies renouvelables, l'économie hydrogène... Il s'agit de passer du tout-voiture à la mobilité durable, d'un modèle agricole mondialisé intensif en intrants chimiques à un modèle agroécologique implanté dans chaque territoire, et en particulier à l'agriculture biologique.

Pour cela, il est indispensable de s'appuyer sur trois principes : la prévisibilité, l'irréversibilité, la progressivité. La prévisibilité, avec un calendrier qui tienne compte de la difficulté d'adaptation de chaque secteur. L'irréversibilité, pour que chaque acteur sache que les objectifs ne seront pas remis en cause, comme lors d'alternances électorales par exemple. La progressivité, pour accompagner les mutations en proposant, secteur par secteur, des aides financières et des formations nécessaires.



Il faut que l'Etat donne un cap clair aux acteurs économiques et retrouve son rôle de stratège, en subordonnant tout soutien aux entreprises, absolument nécessaire, à un engagement explicite en faveur de la transition écologique et sociale.



Nous proposons la mise en place d'un fonds européen des solidarités : plusieurs milliers de milliards d'euros pour mettre en commun des moyens budgétaires européens et soutenir les investissements dans chaque Etat membre. Cela permettra ensuite de donner les moyens aux collectivités territoriales de jouer leur rôle de stabilisateur social et d'accélérateur de la transition écologique.

Il faut passer du libre-échange au juste échange, en remettant à plat les politiques commerciales européennes, puis en relocalisant les chaînes de valeur, en particulier grâce à un Buy Sustainable Act [loi d'achats durables], pour que les collectivités territoriales puissent introduire des critères de proximité dans les marchés publics.

(\*) Nicolas Hulot est président d'honneur de la Fondation pour la Nature et l'Homme.

► expliquent **Noémie de Grenier** et **Isabelle Nony**, administratrices de Coopaname, une coopérative d'emploi parisienne.

De nouvelles préoccupations alimentaires sont apparues. Les consommateurs qui ont retrouvé le goût pèseront-ils en faveur de l'adoption d'un nouveau modèle agricole? « *Entre le tout-bio et le modèle inten-*

*sif, il y a une troisième voie. Pour une production agricole bas carbone, avec des emplois non délocalisés, qui utilise peu d'intrants* », certifie Jean Rottner.

La période a aussi fait rejaillir le besoin de culture. « *Nous devons soutenir à bras-le-corps un secteur qui va être décimé par le virus. Il serait bon d'arrêter de pinailler sur les subventions accordées au secteur culturel*, plaide Claire Nouvian. *Quand je vois qu'on attaque cette merveille culturelle unique au monde qu'est le Festival d'Avignon dans un pays qui arrose de centaines de millions d'euros d'énormes exploitations agricoles et des navires industriels, ça me rend malade.* »



### QU'EST-CE QU'ON INVENTE?

Pour échapper à la pensée unique, il suffirait d'adopter de nouveaux indicateurs. « *Je changerais les règles budgétaires de notre pays pour qu'on puisse agir pour la transition écologique, notamment dans les territoires*, propose Eric Piolle, maire écologiste de Grenoble. *Aujourd'hui, en tant que maire, que je construisse une patinoire ou que j'investisse dans l'isolation des bâti-*

## "IMPOSER DANS LES ENTREPRISES LA CODÉTERMINATION"



**PAR LAURENT BERGER**  
*Secrétaire général de la CFDT*

PROPOS RECUEILLIS PAR BAPTISTE LEGRAND



Débarrassons-nous de l'idée que l'entreprise n'appartient qu'aux actionnaires. L'entreprise, c'est un projet collectif qui réunit capital et travail. Tous ses acteurs, les salariés au premier rang, doivent avoir leur mot à dire sur sa stratégie, sur son intégration dans la transition écologique, sur son organisation du travail. Cette codétermination sortirait les entreprises d'une logique purement financière qui les étouffe. C'est un gage de performance économique, sociale et environnementale!



On a vu l'importance de nos amortisseurs sociaux. Imaginez une telle déflagration sans Sécurité sociale, sans le dispositif de chômage partiel, sans les minima sociaux? Des millions de nos concitoyens l'auraient vécue avec beaucoup plus de violence. C'est le cas dans de nombreux pays du globe malheureusement. Et pourtant, ici, il y a des manques. Des centaines de milliers de travailleurs par exemple sont exclus des dispositifs de retour à l'emploi parce qu'ils n'affichent pas le bon statut. Je pense aux travailleurs indépendants et précaires. Le travail est en mutation. Il n'est plus ce qu'il était dans les années 1960. Il faut donc absolument conserver ces filets de sécurité et les faire évoluer.



Il faut faire vivre d'autres indicateurs que le seul PIB pour mesurer le progrès, centrés sur l'humain et la vie : santé, éducation, lutte contre la pauvreté, respect de la biodiversité, qualité du travail... Cela donnerait du sens à l'engagement de chacun. Dans le sondage Kantar réalisé à la demande de la CFDT sur la façon dont les travailleurs vivent la crise du coronavirus, il est intéressant de noter qu'ils souhaitent repenser les modes de production dans un plus grand respect de l'environnement et du climat. Sans doute par conviction, peut-être aussi parce qu'ils y voient des opportunités d'emplois.



ments, ça rentre dans la même case. » En période de ralentissement économique, les marchés publics joueront un rôle clé. Pour Jean Rottner, « il faut y inclure une clause de durabilité et une clause sociale intégrant la participation salariale, le partage des dividendes ».

Assistera-t-on à une revanche du local sur l'Etat central et le désordre mondial? Pour Bernard Stiegler, « les expérimentations territoriales doivent être encouragées ». Depuis trois ans, le philosophe mène une expérience d'« économie contributive » avec les habitants de Plaine-Commune (Seine-Saint-Denis). Transformation de l'alimentation, soin des enfants, construction, recyclage des déchets et des automobiles thermiques... « S'y invente avec les habitants un modèle nouveau – et transposable – qui réhabilite les savoirs et leur singularité, lutte contre la prolétarianisation qui généralise l'entropie. »

Nous vivrons aussi une nouvelle extension du domaine du numérique. « La pédagogie en petits groupes et le recours au téléenseignement vont devenir la norme, pronostique Valérie Péresse. Les cours magistraux seront enfin filmés et mis à la disposition de tous les élèves. Cela signifie qu'un effort particulier devra être fourni ➔



« Le capital humain est-il soluble dans le PIB? »

# “REDEFINIR CE QU'EST LE SUCCÈS”



PAR ISABELLE KOCHER  
Ancienne directrice générale d'Engie

PROPOS RECUEILLIS PAR CLÉMENT LACOMBE



Nous avons découvert que tant de choses pouvaient se faire à distance. Qu'on pouvait se déplacer beaucoup moins. Sans doute qu'il faut aller vers une moindre mobilité, mais de meilleure qualité, peu destructrice de l'environnement. Beaucoup d'entre nous ont également été amenés à moins consommer, c'est une bonne chose. L'un des grands paradoxes du monde dans lequel nous vivons est d'avoir parallèlement une consommation excessive de la société prise tout entière, et en même temps trop de pauvreté, y compris dans notre pays. Avec un gâchis monstrueux et des écarts de richesse insupportables. Il faut s'interroger à nouveau sur ce qui suffit à notre bien-être. Est-il nécessaire d'avoir des bureaux climatisés à 18 °C ?



Les Français ont montré qu'ils pouvaient changer leurs habitudes de façon drastique. C'est une force qu'il convient de cultiver pour rendre notre système plus soutenable. Et puis, les Etats ont réussi à débloquer 10 000 milliards de dollars en six semaines, chose inimaginable jusqu'alors. Parce que c'était vital. Ces sommes ne peuvent pas être une simple dette, une aide que de toute façon nos descendants auront du mal à rembourser avec les modèles actuels : elles doivent être un investissement pour en inventer de nouveaux.



Il faut changer de lunettes ! Pour les entreprises, il faut redéfinir ce qu'est le succès. La comptabilité ne mesure que la performance de l'entreprise par rapport au capital financier. Mais quid du capital humain, du capital naturel ? Si on mesure les choses autrement, tout se mettra en route tout seul. Sur l'énergie verte, on ira bien plus vite.

➔ pour combler la fracture numérique entre les élèves et les étudiants. » Tandis qu'Antoine Jouteau, le patron du Bon Coin, voit, lui, triompher le commerce électronique. « Les petits commerces ont compris que, sans livraison ni site internet avec un catalogue ni système de paiement à distance, ils pouvaient mourir. »

Reste l'épineuse question de l'avenir de la mondialisation. Comment la repenser ? Faut-il se replier dans

les frontières des nations et « démondialiser » ? Le politologue **Bertrand Badie** n'y croit guère. « Ce qui apparaît de manière très claire, c'est le besoin d'encadrement, d'accompagnement, de réglementation de la mondialisation, qui s'est construite pratiquement sans aucun contrôle. » Il appelle à un « acte II de la mondialisation » fondé sur la « sécurité humaine » et « les besoins sociaux qui lui sont associés ».

Il s'agira notamment de redéfinir le rôle de la Chine, « devenue l'usine du monde – pour des raisons qui tiennent en partie à la quasi-absence de règles sociales, environnementales, syndicales », explique la sinologue **Valérie Niquet**. Pour contraindre le nouvel empire, « on peut imaginer que des pressions extérieures impliquant un coût, notamment économique, pourraient avoir une certaine efficacité », indique la chercheuse.

Mais **François Godement**, conseiller pour l'Asie à l'Institut Montaigne, souligne le « paradoxe chinois » : « Sous la dictature politique, il existe un immense laboratoire d'idées nouvelles que fait vivre un peuple dynamique, compétitif, prompt à adopter le changement. Est-ce un hasard si la Chine domine le solaire, les batteries, les villes propres, l'innovation numérique grand public ? Pour résumer d'une formule lapidaire : il faudrait jeter le système politique rigide et garder la société la plus flexible au monde. » ■

# "PRIVILÉGIER LES PETITS PRODUCTEURS LOCAUX"



PAR OLIVIER RØLLINGER\*  
Chef étoilé

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTEL BRION



Je n'ai pas envie que la course reprenne, la contrainte oblige à ralentir, à voir l'essentiel. Le temps accéléré va à l'encontre de la qualité, en cuisine, cela signifie cuisiner au rythme des saisons et proposer non pas une carte pléthorique, mais un menu du jour, comme dans les auberges d'autrefois, comme un morceau de musique que l'artisan-cuisinier a envie de jouer ce jour-là. Il faudrait que le chef hors-sol pris dans la compétition redevienne un artisan.



Les gens ont retrouvé le goût de la cuisine, ce faisant, ils ont compris l'importance de l'alimentation, de ne pas acheter n'importe quoi et de privilégier les petits producteurs locaux. Ces producteurs locaux ayant été privés des livraisons aux restaurants, un système très vertueux s'est mis en place avec les paniers de produits proposés aux particuliers. Il nous appartient d'être en lien avec cette agriculture.



Il faut transformer le tourisme de masse, mais garder un tourisme populaire. Moi qui suis pourtant un cuisinier voyageur, je pense qu'il faudrait transformer les déplacements internationaux, remplacer la semaine au soleil en plein hiver de l'autre côté de la planète, et plutôt permettre la rencontre des populations, s'enrichir de l'autre, de sa culture et de sa gastronomie.

(\*) Olivier Røllinger dirige les Maisons de Bricourt, à Cancale. Célèbre pour ses épices, il est également l'auteur du manifeste « Pour une révolution délicieuse » (Fayard).



▲ L'avenir de l'agriculture passe notamment par la production locale et les circuits courts.